

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Archives-sur-la-repression-seront-ouvertes-au-Bresil>

Archives sur la répression seront ouvertes au Brésil

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : mardi 7 décembre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par l'Agence France-Presse

Brasilia, le mardi 7 décembre 2004

Un tribunal de Brasilia a ordonné lundi soir l'ouverture des archives secrètes de l'armée brésilienne sur l'extermination par la dictature militaire d'un groupe de guérilla basé dans la région de l'Araguaia (nord) entre 1972 et 1975, jugement que le gouvernement a décidé de ne pas contester en appel.

Le Tribunal régional fédéral (TRF) de Brasilia a demandé au vice-président de la République et ministre de la Défense José Alencar, au ministre de la Justice Marcio Thomaz Bastor ainsi qu'aux chefs des trois corps d'armée de définir d'ici quinze jours les moyens d'appliquer cette décision, en particulier de livrer les informations sur les lieux d'enterrement des guérilleros disparus.

Le juge Antonio Souza Prudente a affirmé que la disparition des combattants de l'Araguaia constituait un cas « de violation très grave des droits de l'Homme » et que « les familles des victimes ont le droit de connaître les circonstances des morts et de donner une sépulture aux restes des dépouilles ».

Les foyers de guérilla de l'Araguaia avaient été organisés par le Parti communiste du Brésil (PCdoB, maoïste) au début des années 70 pour lutter contre le régime de la dictature militaire (1964-1985).

L'armée avait lancé fin 1972 un vaste opération qui dura trois ans et aboutit à la liquidation de ce foyer de quelques 60 guérilleros, au prix d'actes de brutalité et de tortures, y compris contre les populations paysannes locales. Cette campagne est restée depuis lors un strict secret d'État.

En 1979, le régime militaire avait proclamé une « Loi d'Amnistie » qui permettait le retour des exilés politiques au Brésil mais protégeait en même temps les auteurs de violations des droits de l'Homme.

L'armée a longtemps nié l'existence d'archives sur les assassinats dans les prisons du régime militaire qui, selon l'organisation « Tortura nunca mais » (Jamais plus la torture), a fait près de 300 morts et 136 disparus politiques de 1964 à 1980.

Cette position avait été ébranlée le mois dernier après la publication dans le quotidien Correio Braziliense de photos du journaliste communiste Vladimir Herzog, nu dans sa cellule en 1975, quelques heures avant qu'il y soit retrouvé pendu, selon la version officielle.

L'authenticité des photos a été contestée par les services secrets, mais cette question est passée au second plan en raison de la réaction de l'armée, qui a justifié le putsch de 1964 par la nécessité de lutter contre « la subversion » et le « communisme international ».

Devant le malaise, le chef de l'Armée, le général Roberto de Albuquerque, a ensuite déclaré que la justification du coup d'État était « déplacée » et a « déploré » la mort d'Herzog.

Mais l'épisode avait abouti à la démission du ministre de la Défense, José Viegas et son remplacement par le vice-président Alencar. Les pressions se sont depuis multipliées pour l'ouverture des archives, en particulier au sein du Parti des travailleurs (PT) du président Luiz Inacio Lula da Silva.